

## L'impact des infrastructures de réseaux dans l'économie

### Déclaration du groupe CFE-CGC

Le développement des infrastructures de réseaux est un élément clé de la compétitivité et de l'économie d'un pays. Il constitue un marqueur fort pour la qualité de vie de ses citoyens.

La période post covid-19 qui s'amorce doit trouver, au travers du pacte productif et le plan de relance gouvernemental associé, les moyens de construire un nouveau modèle français. Ambitieux, il devra tout à la fois, être respectueux de l'environnement et offrir aux gestionnaires des grands réseaux (énergie, transports, mobilité, NTIC, eau...) ainsi qu'aux industriels associés de nouvelles trajectoires de développement.

Nous devons retrouver une vision programmatique des infrastructures de réseaux, lisible, en cohérence avec une stratégie industrielle nationale soutenable.

À l'heure où des destructions massives d'emplois se préparent au plus profond de notre économie, la formation professionnelle constitue, dans ces secteurs comme d'autres, un enjeu crucial. Nouveaux métiers ou métiers actuels pourraient ainsi, grâce à un programme massif d'investissements, contribuer au maintien de l'emploi et à son ancrage territorial.

La CFE-CGC souhaite que certains métiers scientifiques, techniques et industriels soient rendus plus attractifs, particulièrement auprès des publics féminins très souvent sous représentés. Leur en faciliter l'accès, promouvoir ces filières professionnelles est pour nous, une priorité.

La France dégringole dans les classements internationaux pour ses infrastructures. La question des besoins en maintenance, rénovation, entretien de certaines infrastructures est donc primordiale pour la CFE-CGC.

Par ailleurs, le lien entre retards de développement et dévitalisation de certains territoires n'est plus à démontrer. Il est lié au manque ou au mauvais fonctionnement de certaines infrastructures de réseaux. C'est un enjeu d'équité, de citoyenneté et d'accès au service public. Ainsi nous avons par exemple constaté un renforcement de la fracture

numérique durant la période de confinement. Il faudra « faire la vérité des prix » sur la couverture réelle de l'ensemble de notre territoire, pour la 4G si ce n'est pour la fibre ! Les infrastructures jouent donc un rôle essentiel pour la cohésion sociale et l'égalité entre les territoires dans notre pays.

Enfin, ce sujet est également un enjeu de souveraineté nationale comme l'indique la préconisation n°1 qui défend le rôle stratégique de l'État.

Ainsi la CFE-CGC demande que l'État assume pleinement son rôle de puissance publique en protégeant, par exemple, ses intérêts et ceux de l'industrie française par une participation plus efficace dans les conseils d'administration des sociétés, une meilleure coordination entre les différentes parties prenantes et un soutien permanent à l'export.

Le groupe CFE-CGC a voté en faveur de cet avis puisqu'il partage nombre de préconisations figurant dans l'avis soumis aujourd'hui au CESE.